HAL open science

Morale sexuelle et communisme. Entre politique transnationale et caractéristiques locales, de 1917 à 1940. Introduction

Olivier Mahéo, Michel Bertrand, Heloise Morel, Thierry Pastorello

To cite this version:

Olivier Mahéo, Michel Bertrand, Heloise Morel, Thierry Pastorello. Morale sexuelle et communisme. Entre politique transnationale et caractéristiques locales, de 1917 à 1940. Introduction. Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique, 2021, Morale sexuelle et communisme, 150, pp 13-22. 10.4000/chrhc.16765 . hal-03371123

HAL Id: hal-03371123

https://hal.science/hal-03371123

Submitted on 9 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique

150 | 2021
Morale sexuelle et communisme

Morale sexuelle et communisme. Entre politique transnationale et caractéristiques locales, de 1917 à 1940

Olivier Mahéo, Bertrand Michel, Héloïse Morel et Thierry Pastorello

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/chrhc/16765
DOI : 10.4000/chrhc.16765
ISSN : 2102-5916

Éditeur
Association Paul Langevin

Édition imprimée
Date de publication : 1 septembre 2021
Pagination : 13-22
ISBN : 978-2-917541-92-0
ISSN : 1271-6669

Ce document vous est offert par Université Paris 8

Référence électronique
Olivier Mahéo, Bertrand Michel, Héloïse Morel et Thierry Pastorello, « Morale sexuelle et communisme. Entre politique transnationale et caractéristiques locales, de 1917 à 1940 », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* [En ligne], 150 | 2021, mis en ligne le 01 septembre 2021, consulté le 09 octobre 2021. URL : http://journals.openedition.org/chrhc/16765 ; DOI : https://doi.org/10.4000/chrhc.16765

Ce document a été généré automatiquement le 9 octobre 2021.

Les contenus des *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Morale sexuelle et communisme. Entre politique transnationale et caractéristiques locales, de 1917 à 1940

Olivier Mahéo, Bertrand Michel, Héloïse Morel et Thierry Pastorello

1 La notion de morale suppose, comme le note le philosophe Yvon Quiniou, un dispositif idéaliste. Le matérialisme, pour qui la vie détermine la conscience plutôt que le sujet, analyse les rapports sociaux dans le cadre des fonctions socio-économiques[1]. Le communisme a souvent été accusé d'amoralisme, voire de dépravation sexuelle, avec la menace fantasmée du « partage des femmes[2] ». Cependant, il faut plutôt souligner les croisements persistants et répétés des engagements communistes, avec les différents aspects des normes de la morale sexuelle et l'enchevêtrement des enjeux : ceux de la lutte contre l'exploitation et ceux du combat contre ces normes. Dès 1808, Charles Fourier (1772-1837) propose de mesurer le niveau d'émancipation de la société à l'aune de celui des femmes[3]. Ainsi, le socialisme et les revendications féministes ont cheminé de concert depuis le 19e siècle, à Londres avec Flora Tristan (1803-1844), Sylvia Pankhurst (1882-1960) ou à Paris avec Louise Michel (1830-1905), André Léo (1824-1900) et bien d'autres. Le marxisme lie indissolublement la question de l'émancipation des femmes et le combat contre le capitalisme : August Bebel (1840-1913), dans *La Femme et le Socialisme*, analyse la domination masculine comme un des aspects du rapport d'exploitation capitaliste et donc destinée à disparaître avec lui[4]. Puis Friedrich Engels, qui souhaite s'appuyer sur les apports de Lewis Henry Morgan, fait le lien entre cette analyse et l'anthropologie dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, qui devient la référence théorique pour la IIe Internationale[5]. Ces approches, tout comme l'hostilité fréquente des premières organisations féministes à l'encontre du mouvement ouvrier, conduisent le mouvement socialiste à donner une forme de priorité à la classe. En 1907, la première conférence de l'Internationale socialiste des femmes, initiée par Klara Zetkin, condamne vigoureusement le « féminisme bourgeois[6] ». Le mouvement communiste hérite du marxisme la revendication de l'égalité entre les sexes, mais aussi

une approche économique qui pourrait limiter la portée de l'analyse des relations au sein du couple. À ce titre, le marxisme a souvent été critiqué pour son incapacité à appréhender les interactions entre la trilogie conceptuelle de la classe, du genre et de la race[7]. Cependant, comme le montrent les articles de ce dossier, le mouvement communiste a été divers dans ses approches et souvent pionnier : il a su, dans différentes situations, montrer une grande inventivité dans l'analyse de ces questions. S'il est vrai que la priorité y était le plus souvent donnée à la classe, pour autant, bien avant que le concept d'intersectionnalité ne soit proposé, les militantes communistes ont été capables de dépasser, dans leurs pratiques militantes comme dans leurs écrits, cette logique des priorités. Ainsi, dès les années 1920, la bolchevik Alexandra Kollontaï (1872-1952) prend en compte le caractère multidimensionnel des systèmes de domination. La rupture que constituent les premiers pas du communisme marque de ce point de vue une nouvelle étape théorique et pratique.

2 La prise du pouvoir en 1917 en Russie, puis la fondation de la IIIe Internationale, changent radicalement le débat à la fois du point de vue des sujets abordés, sexualité, divorce, avortement, qui reçoivent des réponses de la part du pouvoir révolutionnaire, mais aussi du point de vue du statut de ces questions. Par ailleurs, elles se posent désormais à un État qui doit légiférer. Mais elles se posent aussi à l'échelle internationale d'un mouvement communiste en expansion. La morale sexuelle et d'autres questions liées sont désormais discutées dans le cadre plus ou moins unifié de la IIIe Internationale, à l'inverse de ce qui se pratiquait au sein de la IIe Internationale, fédération de partis bien plus qu'organisation centralisée.

3 Léon Trotsky porte sa critique au sein de la sphère dite « privée » sur le conservatisme qui continue de réduire les femmes aux tâches domestiques au sein du couple, et plaide pour leur socialisation dans les *Questions du mode de vie* (1923). De son côté, Lénine définit le bolchevik comme un homme dont les qualités intellectuelles et morales sont le produit d'une pédagogie adaptée à l'objectif de la révolution[8]. Le mouvement communiste, tout comme il veut régénérer le socialisme, propose une révolution des mœurs, une nouvelle morale sexuelle. Sur ce plan, l'apport d'Alexandra Kollontaï est décisif.

4 La bolchevik et féministe Alexandra Kollontaï aborde les relations sexuelles et amoureuses, et lie les formes d'union, la morale sexuelle, aux formes de production[9]. Elle appelle de ses vœux l'union libre, fondée sur l'égalité des sexes. Les militantes communistes abordent des thèmes qui n'étaient guère discutés au sein de la IIe Internationale, comme l'amour libre et les relations sexuelles qui vont désormais de pair avec l'égalité sociale. Dans son *Autobiographie d'une femme sexuellement émancipée* (1926), Kollontaï associe à cette libération sexuelle la possibilité pour les femmes de s'émanciper par le travail et la politique : « Lorsque je fus nommée déléguée russe à Oslo, je compris que j'avais remporté une victoire, non seulement pour moi, mais pour les femmes en général et, bien sûr, une victoire sur leur pire ennemi : la morale traditionnelle et les conceptions conservatrices du mariage[10] ». Elle ajoute qu'en se libérant *in fine* de l'amour, les femmes ne gaspillent plus leur énergie intellectuelle. Ainsi, elle dépasse le simple rejet des normes en vigueur : elle enjoint à se dispenser de la « captivité amoureuse » représentée par le mariage, qui constitue selon elle l'entrave ultime à la libération des femmes, pour le remplacer par l'« amour-camaraderie ». Les rapports sociaux permis par la construction d'une société nouvelle rendent désormais caduques les anciennes normes sexuelles et amoureuses, et appellent à l'avènement de

l'amour libre. Les enjeux productifs et reproductifs du travail féminin ne peuvent être dissociés de ceux de la morale, alors que le productivisme induit des stéréotypes genrés et des représentations virilisées.

5 Les cinq articles réunis dans ce dossier proposent d'explorer la question des rapports entre le mouvement communiste et le genre, sous l'angle de la morale sexuelle. On sait que la question des ambiguïtés du communisme face au féminisme a été largement discutée et documentée. Dans sa forme du socialisme prétendu « réel », la politologue Mihaela Miroiu décèle en réalité un patriarcat d'État[11]. Les publications sur ces thèmes sont nombreuses en ce qui concerne la période d'après 1945[12]. Cependant, la période de l'entre-deux-guerres n'a été abordée que plus récemment, en lien notamment avec l'ouverture des archives soviétiques[13]. Sabine Dullin et Brigitte Studer signalaient en 2016 le renouvellement important des recherches autour de l'internationalisme communiste avec l'apport des perspectives de l'histoire transnationale[14]. Ce dossier espère y contribuer en explorant les différentes formulations, articulations et positionnements face aux mêmes questions dans cinq contextes nationaux distincts : dans la Russie soviétique, en France, aux Pays-Bas, en Grèce et en Allemagne. Les partis communistes et des organisations qui en étaient proches répondent diversement aux mêmes interrogations sur la morale et la sexualité, démontrant ainsi que « LE communisme existe aussi peu que LE féminisme[15] ». C'est le moment de souligner la diversité des contributions réunies dans ce dossier, que leurs autrices nous ont proposées depuis l'Australie, la Grèce ou les États-Unis, et qui montre le dynamisme de la recherche autour d'une histoire transnationale du communisme. Il est ainsi question de l'articulation entre la politique d'une organisation qui veut être l'état-major de la révolution mondiale et les traductions, interprétations et hybridations de cette politique sur le plan national.

6 L'article introductif proposé par Daria Dyakonova souligne la diffusion des thèses défendues par Alexandra Kollontaï. Ainsi, l'avortement est revendiqué et défendu face aux nombreux États qui le criminalisent alors. Les réflexions théoriques et la propagande des femmes communistes en faveur de sa légalisation permettent le ralliement de femmes qui étaient auparavant éloignées des thèses communistes. Sont aussi discutés l'égalité entre les sexes, l'accès à des droits sur un pied d'égalité avec les hommes, la réflexion sur la sphère privée et la lutte contre le système d'exploitation des femmes par la prostitution, hors de tout jugement moral. En lieu et place de l'Internationale des femmes socialistes est créé en 1920 le Mouvement international des femmes communistes, que Darya Dyakonova nous présente. Ce mouvement réunit cinquante déléguées de dix-neuf pays différents pour son premier congrès en 1920 à Moscou. Ce premier article met en valeur la contribution significative du féminisme communiste au mouvement féministe mondial, malgré diverses insuffisances trop fréquemment mises en avant. L'autrice y montre le rôle important que les femmes communistes jouèrent dans la formulation des positions communistes sur la famille et les droits des femmes, à commencer par celui joué par Alexandra Kollontaï[16].

7 Les positions d'Alexandra Kollontaï illustrent aussi les tensions qui traversent le mouvement communiste : en 1920 elle soutint une tendance critique au sein du parti bolchévique, l'Opposition ouvrière. De même à l'échelle de l'Internationale, les questions liées au genre, alors entendues, voire limitées dans leur compréhension, en tant que « questions féminines », sont l'objet de vives discussions. Les tensions entre les particularités nationales et le mouvement international se révèlent sans doute avec

plus de force lorsqu'il s'agit des questions liées à la morale sexuelle, du fait tout d'abord de la très grande diversité des situations nationales, dans leurs multiples déclinaisons locales, culturelles et religieuses. Ainsi le mouvement socialiste allemand semble très réceptif aux avancées proposées par la révolution russe quant au statut des femmes ou en relation à la sexualité. Les mouvements communistes de la Mitteleuropa bénéficient de la double influence allemande et soviétique : d'une part avec la naissance et les progrès de la psychanalyse, d'autre part avec la redéfinition du sujet liée à la révolution russe. La culture germanique, faite d'expérimentation et d'émancipation, relie l'intime à l'universel ou au politique. En effet, durant ce premier 20e siècle, les réflexions des penseurs marxistes sur les questions de morale sexuelle et les apports de la psychanalyse se rencontrent dans l'espace culturel germanique. Il est désormais possible de penser le prolétariat autant comme une classe aliénée que comme un sujet ayant le droit de revendiquer son autonomie, donc une classe à libérer aussi bien de l'exploitation économique que sur le plan de la sexualité. Les termes de cette question sont nouveaux : la crise du libéralisme, dans une Allemagne où par ailleurs la classe ouvrière était puissante et organisée, conduit Wilhelm Reich (1897-1957) à confronter sa pratique d'analyste et de médecin aux outils conceptuels du marxisme, afin de comprendre une situation sociale inédite. Cat Moir étudie son parcours et décrit cette prise de conscience de la misère sexuelle du prolétariat, victime de l'intégration de normes répressives et de l'absence d'éducation ou d'accès à l'information. Le mouvement Sex-Pol, qu'il fonde en 1927 à Vienne, contribue à définir la sexualité en termes de classes sociales et à faire de ces questions des enjeux politiques d'émancipation qui ne se limitent pas à une psychanalyse individuelle, focalisée sur un sujet isolé en proie à ses névroses. Il s'agit de comprendre en marxiste la réaction des masses à la crise et l'attraction exercée par le nazisme et de penser l'inédit historique que constituent les succès du nazisme. Reich propose d'intégrer la question sexuelle à la question sociale au lieu de les opposer. Sa correspondance avec Léon Trotsky en 1933 témoigne de ces préoccupations originales et retrace la genèse de cette réflexion[17]. Reich analyse les questions sexuelles et la dimension affective des masses et des rapports sociaux pour saisir une forme d'aliénation spécifique, ainsi que l'analyse Pierre-Ulysse Barranque, en tant que « conversion et exploitation de la libido frustrée et aliénée opérée par le nazisme ». « Le capitalisme devient alors un ennemi des désirs individuels autant que des désirs collectifs[18]». Du fait de leur portée, ces analyses suscitèrent un nouvel écho dans la période post-1968 et Reich fut alors republié.

8 Les tensions entre l'Internationale communiste et les partis membres trouvent aussi leurs origines dans l'extrême diversité des situations, entre des partis qui participent au pouvoir et des partis communistes très minoritaires, dont les positions politiques n'influencent que très marginalement la vie nationale, comme en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Les débats au sein du mouvement communiste sont influencés diversement par les pulsations de la politique soviétique, dont les lignes directrices sont diversement reçues, acceptées ou rejetées dans les diverses situations nationales. Deux articles de ce dossier, celui d'Elke Weesjes et celui de Demetra Tzanaki et Efi Tsea, illustrent deux réceptions diamétralement opposées de la part de deux partis communistes, aux Pays-Bas et en Grèce. Dans le premier cas, les pratiques des communistes néerlandais se sont écartées considérablement de la politique et des directives soviétiques en matière de sexualité : les milieux communistes ont maintenu, parfois contre Moscou, leur attachement à l'éducation sexuelle et à la reconnaissance de l'homosexualité, au travers de leurs relations étroites avec la Ligue

néomalthusienne. Ces positions se rattachent à une longue tradition radicale enracinée dans l'anarchisme et le marxisme orthodoxe. En Grèce, les communistes font face à une répression violente et nombre d'entre eux sont emprisonnés sur différentes îles des Cyclades. Le discours anticommuniste dominant assimile le communisme à une menace contre la moralité du peuple grec, à une forme de dégénérescence supposée liée à une libido non maîtrisée. Le parti grec répond à ces normes sexuelles dominantes en développant sa propre morale à usage interne, qui, de fait, se met en conformité avec le conservatisme en matière sexuelle, même si c'est au nom de la supériorité de la morale prolétarienne. On comprend dès lors que les positionnements des organisations communistes dépendent aussi des contextes nationaux, mais aussi de leurs évolutions.

9 La question de l'avortement illustre ces évolutions contradictoires. En France comme en URSS, le contrôle des naissances a longtemps été au cœur de ces polémiques. Dès la fin du 19e siècle, des libres penseurs fondent le mouvement néomalthusien, qui prône la contraception, mais rejette l'avortement. Paul Robin (1837-1912) crée en 1896 la Ligue de la régénération humaine, à laquelle adhèrent des anarchistes, des socialistes et des radicaux. Cette organisation demeure modeste, cependant ses thèses sont reprises par des féministes de l'époque, telle Nelly Roussel (1878-1922) qui défend la libre maternité. Madeleine Pelletier (1874-1939) fonde sa pensée sur des positions plus radicales : l'émancipation des femmes par l'accès à la contraception, l'avortement (jusqu'à trois mois) et même jusqu'à proposer la destruction de la famille[19] et la transgression des genres. Socialiste, elle s'enthousiasme pour la révolution russe, entreprend un voyage à Moscou et se rapproche ensuite du Parti communiste, bien qu'elle dénonce, tout comme Nelly Roussel, le masculinisme qui prévaut parmi les révolutionnaires. L'une et l'autre sont partisanes de l'abolition de la famille. Nelly Roussel regrette d'ailleurs le manque d'engagement des communistes face aux différentes lois réprimant l'avortement votées durant les années 1920 et exhorte les femmes à la « grève des ventres ». En effet, en 1920, la loi française condamne la propagande anticonceptionnelle et fait de l'avortement un crime. Cependant, devant l'absence de condamnations dans la pratique, en 1923 la loi fait de l'avortement un simple délit plutôt qu'un acte criminel, tout en systématisant la condamnation des avorteurs, des avorteuses et des avortées[20]. À l'inverse, dans la Russie soviétique, un décret du 18 novembre 1920 le légalise, de même que la liberté d'union et de divorce, tandis que les valeurs « bourgeoises » sont mises au pilori et que le travail des femmes est valorisé[21]. L'entre-deux-guerres connaît alors le choc des contradictions entre les impératifs économiques et les normes sociales. L'article d'Elke Weesjes, à propos de la Ligue néomalthusienne des Pays-Bas, permet d'aborder ces évolutions continues au sujet de l'avortement et de l'éducation à la sexualité en relation avec des organisations proches du mouvement communiste, qui conservent cependant leur autonomie.

10 Un autre thème illustre les résistances qui persistent, mais aussi la diversité des situations : celui de la virilité et de son questionnement ou, à l'inverse, de l'absence de celui-ci. L'exemple des jugements à propos de l'homosexualité est éclairant : elle est soumise au jugement moral et considérée comme déviante (dans la catégorie des maladies psychiques) en Russie par Staline, comme en Grèce. Wilhelm Reich donne une forme théorique à son rejet. Le risque n'est pas tant celui des pratiques sexuelles – une distinction est faite entre les pratiques et l'orientation sexuelle – que celui de la féminisation des hommes et des menaces qu'elle ferait peser sur les rôles de sexe qui mènent aux normes de genre.

11 Il faut remarquer que cette posture évoquée par Cat Moir était déjà celle de la médecine légale au début du 19e siècle. Ainsi, les praticiens relevant des tribunaux, lors des expertises concernant des délits d'outrages aux mœurs ou d'attentats à la pudeur, tentaient de définir les marques physiques indiquant une homosexualité passive[22]. On retrouve cette crainte de déviance dans l'article de Demetra Tzanaki et Efi Tsea à propos de l'*idiônymon* grec, un cadre légal répressif mis en place à partir de 1929. Ainsi, les femmes dans une société communiste n'auraient plus de raisons de se comporter en tant que femmes, mais l'égalité mènerait la société vers une forme de masculin globalisant. De ce fait, tous les comportements féminisés sont perçus comme une menace à l'ordre social. Cependant, les organisations indépendantes des partis communistes, tels la Ligue néomalthusienne des Pays-Bas ou les libres penseurs français, conservent une autonomie plus importante et leur étude permet de replacer le mouvement communiste dans la diversité des contextes nationaux.

12 Car en effet, il doit être considéré dans le contexte de ses liens avec les anarchistes, les féministes, les libres penseurs. Ainsi, Laura Pettinaroli démontre la part occupée par l'héritage de l'anarchisme individualiste et des modèles venus du monde germanique dans les organisations culturelles de la libre pensée prolétarienne des années 1920 en France, qui contestent les normes morales religieuses et bourgeoises au travers de la dénonciation d'une pratique sexuelle criminalisée et taboue, la pédophilie au sein du clergé, tout en promouvant une nouvelle vision du corps et de la procréation. Son article souligne combien la dénonciation de la pédophilie dans l'Église trouve son origine dans les critiques anticléricales des libres penseurs autant que dans la dénonciation traditionnelle de pratiques d'abstinence contre-nature et hypocrites, et d'une morale bourgeoise hétéronormée qui exige le respect des apparences. Ainsi, la sexualité est un enjeu qui permet des rapprochements politiques entre mouvements communistes et anarchistes dans l'opposition à la guerre : reconnaître à la femme le droit de ne pas faire d'enfant, c'est à la fois réactiver la « grève des ventres » et affirmer ses convictions pacifistes. D'autres articles de ce dossier éclairent les convergences entre le combat au nom de la classe, les refus de toutes formes de soumission et d'aliénation, la lutte contre le fascisme et contre la guerre. Ainsi, Cat Moir revient sur les activités de l'organisation viennoise Sex-Pol et les positions de Wilhelm Reich, qui voit dans la répression sexuelle l'une des causes principales de la politique réactionnaire. La médecine, la psychiatrie et la psychanalyse ont pu ainsi être mises au service de fins politiques progressistes, mais ont provoqué aussi, en réaction, des mesures répressives comme dans le cas grec.

13 La naissance du mouvement communiste a représenté un moment de questionnement important sur la famille, le couple, la sexualité, les corps aliénés et exploités. Ses militantes et militants ont fait de l'intime une question politique et ont pensé les questions des rôles de sexe, c'est-à-dire des attributions de rôles dans la société selon le sexe biologique, dans des termes déjà modernes. Ainsi, elles et ils ont ouvert la voie à une réflexion critique, qui annonce précocement les apports des sciences humaines dans le second 20e siècle pour une approche au travers des problématiques de genre, des questions sociales et de l'histoire. Comme le démontrent les articles de ce dossier, toute tentative d'une politique d'émancipation se heurte à des normes sexuelles qui se déclinent, comme on le voit ici, de diverses manières dans les différents contextes nationaux. Ce dossier du numéro 150 des *Cahiers d'Histoire, revue d'histoire critique*

apporte un nouvel éclairage à cette articulation entre un mouvement transnational et ses traductions locales.

NOTES

1. Yvon Quiniou, « La question morale dans le marxisme », *Autres Temps*, vol. 68, n° 1, 2000, p. 10-18.

2. Dans ce dossier, la sexualité doit être entendue au sens de recherche du plaisir individuel, qui crée aussi des relations affectives, des émotions. À propos des accusations d'amoralité, voir notamment les recherches du philosophe Yvon Quiniou, qui démontrent la place des normes morales et des jugements de valeur dans l'œuvre de Marx (*Ibid.*). À propos du partage des femmes, initié comme une farce par Aristophane par la voix de Praxagora, qui instaure le communisme intégral dans la Cité, Campanella reprend ce thème, les « solariens » prônant la chasteté comme la mise en commun des femmes. Certains compagnons « icariens » d'Étienne Cabet plaident en faveur de cette communauté sexuelle en Icarie, c'est-à-dire à Corning, en Iowa. Voir Véronique Mendès, « Voyage en Icarie. Jeunesse et conflits de générations, 1848-1898 », *Siècles. Cahiers du Centre d'histoire « Espaces et Cultures »*, n° 28, décembre 2008, p. 37-58. Pour Aristophane, voir Jacques Droz, *Histoire générale du socialisme*, Paris, PUF, 1972. Christophe Prochasson cite longuement Campanella dans : Christophe Prochasson, *Les Intellectuels et le socialisme : XIXe-XXe siècle*, Paris, Plon, 1997. À propos d'Étienne Cabet : Michel Cordillot, *Utopistes et exilés du Nouveau Monde. Des Français aux États-Unis de 1848 à la Commune*, Paris, Vendémiaire, 2013.

3. « En thèse générale : Les progrès sociaux s'opèrent en raison du progrès des femmes vers la liberté, et les décadences d'ordre social s'opèrent en raison du décroissement de la liberté des femmes. L'extension des privilèges des femmes est le principe général de tous progrès sociaux », dans Charles Fourier, *Théorie des quatre mouvements et des destinées générales*, Dijon, Presses du réel, 2009, p. 147.

4. August Bebel, *Die Frau in der Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft,* Zurich, J. Schabelitz, 1883. En français : *La Femme et le socialisme*, Paris, Hachette-BNF, 2016 (1908).

5. Sandrine Kott et Françoise Thébaud, « Éditorial », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 41, 10 juin 2015, p. 7-20 ; Friedrich Engels, *Der Ursprung der Familie, des Privateigenthums und des Staats*, Hottingen-Zürich, Schweizerische Genossenschaftsbuchdruckerei, 1884 ; Christophe Darmangeat, *Le Communisme primitif n'est plus ce qu'il était : aux origines de l'oppression des femmes*, Toulouse, Smolny, 2009.

6. Sylvie Chaperon et Florence Rochefort, « Féminismes et marxisme, des liens conflictuels », dans *Marx, une passion française*, Paris, La Découverte, 2018.

7. Nancy Fraser, *Le Féminisme en mouvements : des années 1960 à l'ère néolibérale*, Paris, La Découverte, 2012.

8. Annie Kriegel, *Les Communistes, 1920-1970*, Paris, Éditions du Seuil, 1985, p. 66.

9. Alexandra Kollontaï, *Marxisme et révolution sexuelle*, trad. Judith Stora-Sandor, Paris, Maspero, 1979.

10. Alexandra Kollontaï avait été chargée d'une légation commerciale à Oslo en 1922, une tâche qui, avec le stalinisme à partir de 1924, dissimule une mesure d'éloignement de fait des centres

du pouvoir. Aleksandra Mihajlovna Kollontaj, *Autobiographie d'une femme sexuellement émancipée*, Paris, Maspero, 1973 (1926).

11. Mihaela Miroiu, « Communism Was a State Patriarchy, Not State Feminism », *Aspasia*, n° 1, 1er mars 2007, p. 197-201.

12. Hélène Yvert-Jalu, « L'avortement en Union soviétique », *Annales de démographie historique,* « Démographie des villes et des campagnes », 1990, p. 431-437 ; Dan Healey, « What Can We Learn From the History of Homosexuality in Russia ? », *History Compass*, n° 1, 2003 ; Lorena Anton, « "On n'en parlera jamais..." Interroger la mémoire de l'avortement en Roumanie communiste », *Ethnologie française 44,* n° 3, 2014, p. 421-428 ; Mona Claro, « Avortement et norme procréative de la dernière génération soviétique en Russie », *Cahiers du Genre,* N° 60, 1/2016, p. 15-37.

13. Sheila Fitzpatrick, « Sex and revolution : an examination of literary and statistical data on the mores of Soviet students in the 1920s », *Journal of modern history (Print)*, 1978, p. 252-278 ; Enikő Darabos, « Revolution in Sexual Ethics : Communism and the "Sex Problem" », dans Thomas Telios, Dieter Thomä et Ulrich Schmid (dir.), *The Russian Revolution as Ideal and Practice. Critical political theory and radical practice*, Londres, Palgrave Macmillan, 2020, p. 51-65 ; Gregory Carleton, *Sexual Revolution in Bolshevik Russia*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2004.

14. Sabine Dullin et Brigitte Studer, « Communisme+transnational », *Monde(s),* 10, n ° 2, 19 décembre 2016, p. 9-32.

15. Brigitte Studer, « Communisme et féminisme », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 41, 10 juin 2015, p. 139-152.

16. Alexandra Kollontaï a participé à la fondation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) en 1898, et côtoyé les figures les plus importantes du mouvement socialiste européen avant 1914. Elle s'est ralliée en 1914 à la fraction bolchévique du POSDR, un des rares groupes socialistes qui refusa de rallier le camp des bellicistes et le soutien à la guerre.

17. Lettre de Wilhelm Reich à Léon Trotsky, octobre 1933, dans *Cahiers Léon Trotsky,* « Autour de l'Allemagne des années trente, de Weimar à l'exil », n° 45, mars 1991, lettres inédites (1933-1936) présentées et annotées par Alain Calvié, p. 87-88.

18. Pierre-Ulysse Barranque poursuit : « La sexualité, à laquelle le processus du refoulement refuse les satisfactions voulues par la nature, se tourne vers toutes sortes de satisfactions de remplacement. C'est ainsi que l'agressivité naturelle se transforme en sadisme brutal, sadisme qui est une des bases essentielles – au point de vue de la psychologie de masse – des guerres mises en scène par quelques intérêts impérialistes ». Pierre-Ulysse Barranque, « Wilhelm Reich et la Révolution absente, Penser l'entre-deux-guerres avec Marx et Freud », *Contretemps*, 13 février 2017, en ligne : <https://www.contretemps.eu/author/pierre-ulysse/>. Il faut noter que, dans la période post-1968, des intellectuels désireux de concilier Marx et Freud prirent appui sur Wilhelm Reich, comme le Tchèque Robert Kalidhova, pour montrer comment « la psychanalyse, dans ses intuitions fondamentales, ne s'oppose pas au marxisme, mais qu'elle est même nécessaire à toute philosophie marxiste de l'homme ». Dans Jean-Michel Palmier, *La Révolution sexuelle entre Freud et Marx*, Paris, L'Esprit du temps, 2013.

19. « Elle propose la "destruction de la famille", cette "petite monarchie absolue", et appelle de ses vœux une plus grande prise en charge par la société des tâches assumées au sein du foyer », dans Bibia Pavard, Florence Rochefort, Michelle Zancarini-Fournel, *Ne nous libérez pas, on s'en charge. Une histoire des féminismes de 1789 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2020, p. 144.

20. Jean-Yves Le Naour, Catherine Valenti, *Histoire de l'avortement, XIXe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 2003.

21. En 1936, un décret met fin à cette légalisation pour criminaliser l'avortement. Il est à nouveau autorisé en 1955. Voir Hélène Yvert-Jalu, « L'avortement en Union soviétique », *Annales de démographie historique*, *op. cit.*

22. Sur ces questions, voir notamment les recherches de Florence Tamagne, qui montrent que ce qui préoccupait ces entrepreneurs de morale était avant tout les inversions de genre, qui

faisaient partie des stéréotypes homophobes. Voir par exemple Florence Tamagne, « Genre et homosexualité : De l'influence des stéréotypes homophobes sur les représentations de l'homosexualité », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 75, 2002, p. 61-73.

INDEX

Mots-clés : communisme, sexualité, morale, politique, révolution
Keywords : communism, sexuality, morality, policy, revolution

AUTEURS

OLIVIER MAHÉO

Institut d'histoire du Temps présent, UMR 8244/ComUE UPL

BERTRAND MICHEL

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

HÉLOÏSE MOREL

Espace Mendès-France, CCSTI, Poitiers

THIERRY PASTORELLO

Université de Paris/laboratoire ICT (Identités, cultures, territoires)